

Règlement d'intervention Territoires en action – Liste des pièces

Pièces relatives au maître d'ouvrage :

1) Collectivités et établissement publics

- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée ;
- Délibération ou, le cas échéant, décision de l'autorité compétente accompagnée de la délibération de délégation de compétence l'autorisant à solliciter l'aide de la Région ;
- Domiciliation bancaire (RIB avec cachet) et postale du comptable assignataire ;
- Numéro SIRET ;
- Attestation d'assujettissement à TVA pour les dépenses relatives à l'opération subventionnée.

2) Entreprises

- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée ;
- Statut juridique de l'entreprise¹ (lorsqu'il s'agit d'une première demande) et éventuellement modifications ultérieures ;
- Liste des dirigeants ;
- Date d'inscription au registre du commerce ou des métiers et code NAF/APE
- Numéro SIRET ;
- Domiciliation bancaire (RIB avec cachet) et postale ;
- Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années ;
- Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales des trois derniers exercices clos ;
- Attestation sur l'honneur² précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale.

3) Associations³

- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée ;
- Statuts (lorsqu'il s'agit d'une première demande) et éventuellement modifications ultérieures ;
- Date d'insertion au Journal officiel avec un extrait de celui-ci en cas de première demande ;
- Numéro SIRET ;
- Domiciliation bancaire (RIB avec cachet) et postale ;
- Liste des dirigeants, membres en exercice du conseil d'administration ou du bureau ;
- Décision de l'organe délibérant ou de l'autorité compétente sollicitant l'aide régionale ;
- Bilans et compte de résultat du dernier exercice clos, sauf pour les organismes ayant au moins deux ans d'existence et qui font une première demande de subvention, pour lesquels la fourniture des bilans et compte de résultat des deux derniers exercices est obligatoire ;
- Si l'association exerce une activité économique, liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années ;
- Attestation sur l'honneur⁴ précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale ;
- Attestation d'assujettissement à TVA pour les dépenses relatives à l'opération subventionnée ;
- Attestation sur l'honneur précisant que l'association ou la fondation a souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Charte de la laïcité approuvée lors de l'assemblée plénière des 10 et 11 décembre 2020.

¹ Sauf pour les entreprises individuelles ou unipersonnelles mais y compris pour les entreprises en la forme associative

² Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-7 du code pénal

³ Les associations devront informer les services de la Région des règles fiscales qui leur sont applicables dans la mesure où leurs activités, ou une partie d'entre elles, sont considérées à but lucratif. Elles devront, dans ce cas, indiquer précisément la nature des impôts commerciaux auxquels elles sont assujetties : impôt sur les sociétés, contribution économique territoriale (CET) et TVA.

⁴ Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-7 du code pénal

Pièces relatives aux projets d'investissement :

1) Pièces communes à tout type de projet (bâtiment ou aménagements) :

- Document descriptif de l'opération ;
- Plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée ;
- Échéancier prévisionnel de réalisation ;
- Dossier de consultation des entreprises (dans son intégralité) ;
- Estimation définitive du coût décomposé par lot ou récapitulatif financier des marchés de travaux ;
- Le contrat de maîtrise d'œuvre ou un document (études, note) démontrant l'intervention de compétences pluridisciplinaires intégrant, a minima, une compétence paysagiste ;
- Étude de perméabilité du sol pour connaître la capacité d'infiltration du sol ;
- Étude hydraulique pour des pluies de différentes occurrences (courantes/décennale/trentennale) pour concevoir et dimensionner les ouvrages et éviter des surdimensionnements. La méthodologie utilisée doit être transmise ;
- Un plan de l'existant mettant en évidence les espaces verts, les surfaces de pleine terre et les surfaces imperméables ;
- Un plan de masse du projet mettant en évidence les espaces verts, les surfaces de pleine terre et les surfaces imperméables ;
- Données précisant les surfaces en m² par type de revêtement (avant/après), dont les surfaces végétalisées ;
- Plan d'aménagement identifiant les surfaces désimperméabilisées, le sens d'écoulement des eaux et les ouvrages hydrauliques pour la gestion des eaux pluviales ;
- Un plan de l'existant identifiant les éléments de biodiversité supprimés et ceux conservés et valorisés, et les photos correspondantes ;
- Un plan détaillé d'aménagement paysager à l'échelle du projet et des coupes transversales ;
- La liste des espèces végétales plantées par strate ;
- Une attestation relative aux espèces exotiques envahissantes ;
- Le formulaire biodiversité ;
- **Uniquement** pour les projets avec intervention d'une SEM ou d'une SPL : traité de concession ou convention de mandat (selon le cas de figure) + délibération de la collectivité.
- **Uniquement** pour les projets de construction, d'extension ou d'aménagement d'espaces publics en-dehors des limites de la ville ou du village, sur une emprise foncière jusqu'ici non artificialisée : le questionnaire sur la sobriété foncière doit être complété en parallèle. <https://forms.office.com/e/AcLEJVJB4b>

2) Pièces complémentaires spécifiques aux projets de bâtiment (construction, rénovation, démolition-reconstruction, extension) :

- Notice descriptive architecturale,
- Études amont (facultatif) : étude de faisabilité, programme d'opération, diagnostic / esquisse ;
- Plans ;
- Calcul thermique réglementaire concordant avec les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et les plans ;
- Tableau quantitatif estimatif des déchets par flux (kg) ;
- Simulation Thermique Dynamique (STD) ou Note technique sur les choix constructifs et d'aménagement extérieurs relatifs au confort d'été ;
- Note descriptive des équipements d'économie d'eau,
 - o **Complétée en cas de construction** par une description des équipements de stockage d'eau ;
- **Pour les constructions uniquement** : Calcul de masse biosourcée démontrant la conformité au label biosourcée.

3) Pièces complémentaires spécifique aux projets d'aménagement d'espaces publics (dont itinéraires cyclables) :

- Un plan élargi montrant l'offre existante de stationnement au regard des besoins, la continuité des cheminements cyclables et piétons (schéma directeur cyclable, plan de mobilité, note explicative...) et les principaux équipements desservis : gare ou arrêt de transport en commun, établissements scolaires, complexes sportifs, centre-ville...

- Des plans d'aménagement détaillés du projet (plans de section et de coupe) permettant d'identifier les éléments dédiés aux mobilités douces et intermodalités.

4) Pièces complémentaires spécifiques aux bâtiments qui accueillent des professionnels de santé en exercice coordonné :

- Décision de l'organe délibérant ou de l'autorité compétente fixant les recettes liées au projet (loyers, ...);
- Tableau d'exploitation précisant les dépenses et les recettes liées à l'exploitation du bâtiment ;
- Projet d'exercice coordonné en santé ;
- Avis favorable de l'ARS sur le projet d'exercice coordonné en santé ;
- Attestation des professionnels de santé s'engageant à exercer au minimum pendant 3 ans dans la structure (une attestation par professionnel).

Pièces relatives aux actions de fonctionnement :

1) Pièces générales :

- Présentation détaillée du projet
- Devis estimatif
- Planning de l'action

2) Pièces complémentaires spécifiques aux actions de fonctionnement santé :

- Note produite pour décrire l'action démontrant l'opportunité et la faisabilité du service : cohérence avec l'offre de services existant, notamment pour l'hébergements et coordination avec les professionnels du territoire ; absence de service de transport dédié existant (nouvelle offre) ; intégration dans une démarche territoriale structurée sur la démographie médicale et dans une stratégie CLS) ;
- Formulaire-type « coûts » de l'action sur l'année.